



Conseil de sécurité

Distr. générale
12 octobre 2010
Français
Original : anglais

Lettre datée du 6 octobre 2010, adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité

En ma qualité de Président du Conseil de sécurité, j'ai l'honneur de vous transmettre une lettre datée du 1^{er} octobre 2010 du Président du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les enfants et les conflits armés créé par la résolution 1612 (2005) (voir annexe), qui s'inspire des conclusions adoptées par le Groupe de travail le 8 septembre 2010 (S/AC.51/2010/3).

Le Président du Conseil de sécurité
(*Signé*) Ruhakana **Rugunda**



**Annexe à la lettre datée du 6 octobre 2010 adressée
au Secrétaire général par le Président du Conseil
de sécurité**

Le 12 octobre 2009, le Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les enfants et les conflits armés créé par la résolution 1612 (2005) a examiné votre rapport sur les enfants et le conflit armé en Colombie (S/2009/434). À l'issue de sa réunion du 8 septembre 2010, il a adopté ses conclusions concernant les enfants et le conflit armé en Colombie (S/AC.51/2010/3).

À la lumière des recommandations du Groupe de travail, qui ont été approuvées par le Conseil de sécurité, et sous réserve des règles de droit international et des résolutions du Conseil de sécurité applicables, y compris les résolutions 1612 (2005) et 1882 (2009), on m'a chargé de vous prier, en ma qualité de Président du Groupe de travail, de continuer d'évoquer avec le Gouvernement colombien, comme convenu lors d'échanges antérieurs avec celui-ci et dans un objectif de protection de l'enfance, la possibilité d'un dialogue avec les parties au conflit armé colombien citées dans les annexes à votre rapport annuel sur les enfants et les conflits armés (A/64/742-S/2010/181). Ce dialogue viserait notamment à inciter ces parties à établir des plans d'action en la matière. Je vous prie également de réaffirmer la nécessité d'assurer la protection de l'information, afin de garantir suffisamment la sécurité des témoins dans le cadre du mécanisme de surveillance et de communication de l'information. Enfin, je vous demande de signaler à l'équipe spéciale des Nations Unies chargée de la surveillance et de la communication de l'information en Colombie la profonde inquiétude des membres du Groupe de travail face à l'acte criminel survenu le 6 octobre 2009 en rapport avec des renseignements liés au mécanisme de surveillance et de communication de l'information.

Je vous invite également à envisager de renforcer l'action menée par l'ONU, en étroite collaboration avec le Gouvernement colombien, pour favoriser la mise en œuvre de programmes de rééducation et de réinsertion ainsi que de programmes de protection de l'enfance et de prévention au bénéfice des enfants touchés par le conflit armé, en prêtant une attention particulière à la prise en charge sanitaire et psychosociale des enfants victimes du conflit ou de violences sexuelles.

Le Président du Groupe de travail
du Conseil de sécurité sur les enfants
et les conflits armés
(Signé) Claude **Heller**